

marches-securises.fr

PUBLICATION

**ÉTABLISSEMENT**

Eau 17
131 Cours Genet
BP 517
17119 Saintes Cedex

**AVIS D'APPEL PUBLIC À LA
CONCURRENCE****FOURNITURES****Section 1 : Identification de l'acheteur****Nom complet de l'acheteur :** Eau17 (17)**Numéro national d'identification :**

Type : SIRET - N° : 25170181900020

Code postal / Ville : 17119 Saintes Cedex**Groupement de commandes :** Non**Section 2 : Communication****Moyens d'accès aux documents de la consultation**Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>**Identifiant interne de la consultation :** 2024-06-MD**L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur :** Oui**Utilisation de moyens de communication non communément disponibles :** Non**Nom du contact :** Mathilde DIDIER - Tél : +33 546927277 - Mail : mathilde.didier@eau17.fr**Section 3 : Procédure****Type de procédure :** Procédure adaptée ouverte**Conditions de participation :**

Capacité économique et financière : Le dossier à remettre comprendra :

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOT1).

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

Capacités techniques et professionnelles : Le dossier à remettre comprendra :

-Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;

- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Technique d'achat : Sans objet**Date et heure limite de réception des plis :** **Vendredi 26 avril 2024 - 13:00****Présentation des offres par catalogue électronique :** Interdite**Réduction du nombre de candidats :** Non**Possibilité d'attribution sans négociation :** Oui**L'acheteur exige la présentation de variantes :** Non**Critères d'attribution :** Critères énoncés dans le Règlement de consultation**Section 4 : Identification du marché**

Intitulé du marché : Fourniture d'un fourgon d'inspection visuelle des réseaux d'assainissement avec aménagements et équipements

Classification CPV : 34144700

Type de marché : Fournitures

Description succincte du marché : Fourniture d'un fourgon destiné à l'inspection visuelle (ITV) des réseaux d'assainissement, conforme aux exigences de l'accréditation COFRAC pour le contrôle de réception des réseaux d'assainissement neufs.
PSE N°1 : Contrat de maintenance de 3 ans après la durée de 1 an après réception.

Lieu principal d'exécution : SAINTES (17100)

Durée du marché (en mois) : 12

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 : Informations complémentaires

Visite obligatoire : Non

Date d'envoi du présent avis

15 mars 2024

La signature électronique est requise, l'acte d'engagement, y compris ses annexes éventuelles (mise au point, DC4, etc...), sera signé électroniquement selon les modalités prévues par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.